

cg.t.dassaultmerignac@orange.fr

Repères

Depuis 2000, le système du forfait jours permet de décompter la durée du travail en jours et non plus en heures. Institué au départ pour les cadres autonomes dans leur organisation du travail, il a ensuite été élargi, en 2005, aux salariés dont la durée du temps de travail ne peut être prédéterminée. Selon la Dares (ministère de l'Emploi), le forfait jours serait à l'origine, sur la période 2003-2011, d'une hausse du temps de travail pour l'ensemble des cadres. ■

MAI 2014

La CGT ensemble



Pacte de solidarité L'arnaque sur le pouvoir d'achat des salariés

Pour tenter de faire bonne mesure, le premier ministre a également annoncé deux dispositions en direction des salariés.

Un allègement de la fiscalité pour les ménages modestes, « en particulier ceux qui sont entrés dans le champ de l'impôt sur le revenu ces dernières années alors même que leur situation ne s'était pas améliorée ». Et une baisse dégressive des cotisations sociales salariales jusqu'à 1,3 Smic, qui devrait se traduire sur le net à payer par un gain maximal

d'environ 40 euros par mois pour les salariés au niveau du Smic. Le coût de ces deux mesures a été évalué à 5 milliards d'euros. Mais, là encore, on ne connaît rien des conditions de financement. Une chose est sûre, c'est que la logique du pacte de solidarité ne rompt pas avec celle du pacte de responsabilité. L'idée de réduire les cotisations sociales salariales pour prétendument augmenter le pouvoir d'achat est sortie tout droit du laboratoire social de l'UIMM (patronat de la métallurgie) et reprise par le Medef, avant d'être

portée par le candidat Sarkozy pendant la campagne présidentielle. Les cotisations sociales salariales sont en fait du salaire socialisé qui permet de financer la protection sociale des salariés. La réduction de ces cotisations équivaut donc à une amputation du salaire. « Augmenter le bas de la feuille de paie (salaire net) sans augmenter le haut (salaire brut), c'est moins de sécurité sociale », dit, autrement, la CGT. Comment va-t-on compenser le manque à gagner pour le budget de la

Sécurité sociale? Il n'y a pas trente-six solutions: soit on augmente les impôts, soit on réduit les prestations. Ou un peu des deux à la fois. Dans tous les cas, le salarié se paie lui-même l'augmentation de son salaire net, qui ne constitue donc pas une hausse de son pouvoir d'achat. Si le gouvernement veut vraiment augmenter le pouvoir d'achat des salariés, deux instruments sont à sa disposition: la revalorisation du Smic et celle du point d'indice qui détermine la rémunération des fonctionnaires. ■ L.M.

MAI 2014 La CGT ensemble!

Le chiffre > 20,98%

En 2013, la CGT est la deuxième organisation chez les ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise (ICTAM). La CFDT pèse 26,84 %, la CFE-CGC 18,12 %.

Embauches >

En 2013, les entreprises ont recruté 163 400 cadres, soit 10 % de moins qu'en 2012. Les services et l'industrie affichent une baisse des embauches: -11 % et -16 %. Source Apec.

-10%

Salaires >

En 2012, le salaire annuel d'embauche des jeunes diplômés et des cadres expérimentés est resté stable, mais a baissé de 1 000 € pour les profils intermédiaires. Le salaire moyen à l'embauche des hommes est passé de 39 à 37 k€, celui des femmes de 35 à 34 k€.

Étude >

Sondés par l'Ifoop en 2012, 40 % de cadres jugeaient que leur équilibre vie privée/vie professionnelle s'était dégradé au cours des cinq années précédentes.

40%

75 % des cadres affirment continuer à travailler le soir quand ils ont quitté l'entreprise (Ifoop)

MAI 2014 La CGT ensemble!

RIO : PLATINI S'INQUÏÈTE DES MANIFS QUI POURRAIENT GÂCHER LE MONDIAL



6 - « Le Canard enchaîné » - mardi 6 mai 2014

INDICATEURS

Le SMIC horaire

9,53 euros horaire brut
6,41 euros en 2000
1 445,38 euros SMIC mensuel brut (35 heures)

LES PLUS GROSSES FORTUNES MONDIALES

9: Sheldon Adelson (PDG de Las Vegas Sands, casinos), 28,37 milliards d'euros, soit 1,63 million d'années de SMIC

La hausse des prix

+ 0,4 % pour un mois
+ 0,6 % pour 12 mois
Indice INSEE
Base 100 en 1998
Mars 2014 : 127,87

Demandeurs d'emploi

+ 0,2 %
4 949 500 au total
2 479 500 femmes
765 800 - de 25 ans

Demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C (sans emploi du tout ou avec une activité réduite)

25,92 millions de chômeurs dans l'Union européenne (28 pays)

LE BILLET

PAR PIERRE-HENRI LAB

Encore un effort, camarade patron!

« Ils doivent modérer leur rémunération par solidarité. » Le patron du MEDEF, Pierre Gattaz, a de l'humour. Il vient de lancer cette invitation aux patrons du CAC 40 alors même que les assemblées générales fixant leurs salaires viennent de se dérouler. Un peu tard, c'est benêt! On verra l'année prochaine si on y pense. Hi! hi! hi! En attendant, on s'avoure. En 2013, les patrons du CAC se sont partagé 89 969 387 euros. Soit une baisse de 2,1 % par rapport à 2012. Sans doute l'esprit de modération. Le mieux payé, Maurice Lévy (Publicis), a empoché 450 000 euros. Le moins payé, Henri Proglio (EDF), 450 000 euros. Le salaire moyen est de 225 000 euros. Ce qui met le salaire horaire moyen à 1363 euros. Celui de Maurice Lévy à 2727 euros et celui d'Henri Proglio à 272 euros. Ah, les inégalités! Le SMIC horaire que Gattaz veut modérer atteint les sommets de 9,53 euros brut. Camarade, il va encore falloir faire un effort pour être compétitif!

MAI 2014

La CGT ensemble!

Les Brésiliens savent quoi faire avec un politicien corrompu!

La population Québécoise devrait peut-être prendre exemple sur le Brésil... Ces derniers ont attachés Marcondino da Costa Mendes, un politicien corrompu à un poteau. L'homme a été innocenté par la justice après avoir été accusé d'avoir volé dans les caisses publiques, bien évidemment ceci a frustré la population qui a décidé d'attacher l'homme à un poteau. L'image ci-dessous montre l'homme dans sa fâcheuse position



Source: <http://itaberabaemfoco.com.br/2014/04/revoltada-populacao-amarra-vereador-em-poste/>

L'évangile selon Gattaz

PIERRE GATTAZ n'en démod pas. Quand « Le Canard » le questionne sur les emplois créés en France par sa boîte en 2013, lui en revendique 69. Il ajoute en effet au décompte les intérimaires loués à des boîtes privées. « Embaucher des intérimaires, c'est mieux que rien du tout », assène-t-il. Le patron de Radiall admet les 29 % d'augmentation sur sa feuille de paie en 2013, « mais avec la part

variable », qui est fonction des résultats de sa boîte. En 2013, cette part a dépassé 102 000 euros. Quant au fixe (318 000 euros par an), « il n'a jamais augmenté de façon délicate ».

Pas question non plus de baisser pavillon sur les dividendes. Selon Gattaz, ils sont mérités car ils « rémunèrent le risque » que prend l'actionnaire. Enfin, le président du Medef assume ses propos sur la modération salariale: « Quand on ne crée pas de richesse, il faut modérer. Moi, je modère mon salaire fixe. » Végéter avec seulement 420 000 euros par an, est-ce ainsi que les hommes vivent?

